

en étroite collaboration avec des laboratoires extérieurs spécialisés. Je pense notamment à l'Institut royal pour le patrimoine artistique et aux Musées royaux d'Art et d'Histoire, mais aussi à des universités et des centres privés, tant dans notre pays qu'à l'étranger, par la voie de marchés publics de services.

M. le président.- La parole est à M. El Karouni.

M. Mustapha El Karouni.- Vous dites qu'il n'est pas envisagé ou envisageable d'accueillir les stocks des autres Régions à Bruxelles. Je le comprends bien, mais la Belgique est un pays qui a une petite superficie et il serait bon d'envisager, à terme, des coopérations plus renforcées.

M. Emir Kir, secrétaire d'Etat.- C'est vrai, mais nous n'avons pratiquement rien et nous avons créé le service d'archéologie ; nous avons investi dans des locaux et dans de l'équipement. Nous arrivons au niveau des autres Régions, alors que Bruxelles était à la traîne. Nous avons donc posé quelques actes politiques importants. Ceci dit, les collaborations existent. Pour des cas particuliers, exceptionnels ou ayant une motivation liée à l'urgence, il n'est pas exclu que nous collaborions avec les deux autres Régions de manière plus officielle, même s'il existe actuellement des contacts permanents entre les fonctionnaires et les experts des trois Régions.

- *L'incident est clos.*

INTERPELLATIONS

M. le président.- L'ordre du jour appelle les interpellations.

INTERPELLATION DE M. DENIS GRIMBERGHS

À M. CHARLES PICQUÉ, MINISTRE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE

De voorzitter.- De heer El Karouni heeft het woord.

De heer Mustapha El Karouni (in het Frans).- *U zegt dat er geen plannen zijn om voorraden van andere gewesten in Brussel op te slaan. In een klein land als België zou meer samenwerking goed zijn.*

De heer Emir Kir, staatssecretaris (in het Frans).- *Inderdaad. Wij hadden echter bijna niets en hebben daarom de archeologische dienst gecreëerd en geïnvesteerd in lokalen en uitrusting. Zo komen we op het niveau van de andere gewesten. Er is overigens al een informele samenwerking. In dringende of uitzonderlijke gevallen zullen we zeker op een meer officiële manier samenwerken.*

- *Het incident is gesloten.*

INTERPELLATIES

De voorzitter.- Aan de orde zijn de interpellaties.

INTERPELLATIE VAN DE HEER DENIS GRIMBERGHS

TOT DE HEER CHARLES PICQUÉ, MINISTER-PRESIDENT VAN DE

LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DES POUVOIRS LOCAUX, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DES MONUMENTS ET SITES, DE LA RÉNOVATION URBAINE, DU LOGEMENT, DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT,

concernant "l'adoption du schéma directeur du quartier européen".

M. le président.- La parole est à M. Grimberghs.

M. Denis Grimberghs.- La presse du 15 mai dernier faisait état de l'adoption définitive par le gouvernement du schéma directeur du quartier européen. Vous avez en effet organisé une conférence de presse le 14 mai pour en faire la présentation. Nous nous réjouissons de cette avancée. Depuis plusieurs années déjà, les autorités tentent en effet de trouver un accord en vue de définir un projet pour le devenir du quartier européen ; nous n'en sommes pas au premier schéma directeur pour cette zone ! Vous avez vous-même déclaré que, contrairement à ceux de vos prédécesseurs, ce nouveau schéma directeur aurait de bonnes chances de se concrétiser, parce qu'il a été réalisé en collaboration avec tous les intervenants. C'est évidemment positif.

Je souhaiterais cependant obtenir quelques éclaircissements sur sa mise en oeuvre et son suivi. Il est effectivement utile de savoir dans quelle mesure les outils opérationnels prévus pour sa mise en oeuvre seront utilisés. Je rappelle que pratiquement tous les schémas directeurs précédents comportaient un volet d'outils opérationnels, qui ne s'est pas concrétisé par la suite. Très concrètement, je pense par exemple aux permis d'urbanisme qui, dès aujourd'hui, ne devraient plus être délivrés dès lors qu'ils sont en contradiction avec le schéma directeur. De sinistre mémoire, nous connaissons tous des exemples de proclamations dans les schémas directeurs qui n'ont pas été appliquées, parfois dans les semaines qui ont suivi leur annonce, et parfois même par les décideurs eux-mêmes.

Par ailleurs, le second point de mon intervention concerne le financement de la mise en oeuvre de

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET PLAATSELIJKE BESTUREN, RUIMTELIJKE ORDENING, MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN, STADSVERNIEUWING, HUISVESTING, OPENBARE NETHEID EN ONTWIKKELINGS-SAMENWERKING,

betreffende "de goedkeuring van het richtschema voor de Europese wijk".

De voorzitter.- De heer Grimberghs heeft het woord.

De heer Denis Grimberghs (in het Frans).- *Op 14 mei kondigde u tijdens een persconferentie aan dat de regering het richtschema voor de Europese wijk definitief goedgekeurd had. Dat is een goede zaak. De overheden zoeken al jaren naar een goed project. U hebt verklaard dat dit richtschema, in tegenstelling tot de voorgaande, uitgevoerd kan worden, omdat alle betrokkenen eraan meegewerkt hebben.*

Bijna alle voorgaande richtschema's omvatten een aantal operationele instrumenten die nooit concreet gebruikt zijn. Neem bijvoorbeeld de stedenbouwkundige vergunningen die niet meer moesten worden afgeleverd wanneer ze in tegenspraak zijn met het richtschema. Zult u dit keer de operationele instrumenten wel gebruiken?

Hoe zit het met de financiering van de uitvoering van het richtschema? De regering kan nu rekenen op een enveloppe van Beliris. Overigens wachten we nog steeds tot de regering ons het samenwerkingsakkoord met het laatste aanhangsel en de fiches bezorgt.

ce schéma directeur dans le quartier européen. Actuellement, le gouvernement peut compter sur une enveloppe de Beliris. J'en profite pour signaler au passage que nous attendons toujours que le gouvernement nous transmette l'accord de coopération Beliris avec son dernier avenant et les fiches, en vue d'une délibération.

M. Charles Picqué, ministre-président.- Quel est le problème évoqué pour ne pas vous le remettre maintenant ? Les fiches justificatives que vous avez demandées sont peut-être en cours de rédaction.

M. Denis Grimberghs.- Les fiches existent, projet par projet. Nous demandons que l'on nous transmette ce qui existe déjà. Le but est de convoquer la réunion des commissions en disposant des documents, ce que nous étions censés faire avant la fin de la session.

M. Charles Picqué, ministre-président.- De quels documents disposez-vous maintenant ?

M. Denis Grimberghs.- De rien, si ce n'est ce qui figure au Moniteur belge. La situation est semblable pour le schéma directeur du quartier européen, pour lequel une recherche fine permet de découvrir que le dossier est accessible sur le site du ministère

M. Charles Picqué, ministre-président.- Lorsque vous avez besoin de quelque chose, vous devez me le demander !

M. Denis Grimberghs.- Votre cabinet m'a transmis, à ma demande, la présentation que vous aviez faite lors de la conférence de presse, mais nous n'avons pas reçu officiellement, spontanément, cette information. On peut admettre que c'est aussi notre rôle d'aller la chercher !

S'agissant du financement, de quelle enveloppe disposons-nous exactement pour pouvoir mettre en oeuvre le schéma directeur du quartier européen ? Actuellement, le gouvernement peut compter sur une enveloppe Beliris de 50 millions d'euros, dont la plus grosse part - 36,5 millions d'euros - est consacrée à la gare Schuman, et 7,5 millions d'euros à la rénovation des espaces publics du

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *Aan die fiches wordt misschien nog gewerkt.*

De heer Denis Grimberghs (in het Frans).- *De fiches bestaan al per project. Wij vragen om ons de bestaande documenten al te bezorgen, zodat de commissies hier voor het einde van de zittingsperiode kunnen over vergaderen.*

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *Over welke informatie beschikt u?*

De heer Denis Grimberghs (in het Frans).- *Enkel over de informatie die in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt. Hetzelfde geldt voor het richtschema voor de Europese wijk. Wij hebben pas na grondig onderzoek ontdekt dat het dossier op de website van het ministerie kan worden geraadpleegd.*

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *Waarom hebt u mij niet om die informatie gevraagd?*

De heer Denis Grimberghs (in het Frans).- *Op mijn verzoek heeft uw kabinet mij het persdossier bezorgd, maar wij hebben die informatie niet spontaan ontvangen.*

Over welk budget beschikken wij precies voor de uitvoering van het richtschema voor de Europese wijk? De regering kan rekenen op 50 miljoen euro in het kader van Beliris, waarvan 36,5 miljoen euro bestemd is voor het Schumanstation en 7,5 miljoen euro voor de renovatie van de openbare ruimten in de Europese wijk, het Jourdanplein, de mobiliteitsstudie en het cultureel centrum van de Europese Unie. Er blijft dus niet veel geld over voor de andere punten van het

quartier européen, de la place Jourdan, à l'étude de mobilité et au centre culturel de l'Union européenne.

Au vu de ces montants, il ne reste plus grand-chose pour les autres options du schéma directeur, et notamment pour celle du tunnel sous la rue de la Loi, dont le financement a été évalué à 17 millions d'euros. Avez-vous déjà envisagé d'éventuels partenariats avec le secteur privé et/ou d'autres acteurs publics, notamment l'Union européenne, pour assurer le financement d'un certain nombre d'ouvrages de ce type ?

Une étude de faisabilité avait été commandée et aurait conclu à l'infaisabilité du tunnel sous la rue de la Loi. Or, dans votre communication à la presse, le 14 mai dernier, vous avez confirmé que la réalisation de ce tunnel figurait dans les intentions premières du schéma directeur. Pourriez-vous nous fournir quelques éclaircissements à ce sujet ?

Par ailleurs, quelle est la dynamique qui va permettre de produire les 110.000 mètres carrés de logement rue de la Loi, alors qu'il est prévu d'y concentrer les bureaux ? Nous avons déjà eu l'occasion d'examiner cette problématique lors d'une interpellation de Mme Lemesre ou de Mme Schepmans concernant l'étude qui doit être menée rue de la Loi.

Quel est l'état des négociations avec les différentes autorités européennes sur la concrétisation du schéma directeur ? Vous avez annoncé que tous les acteurs concernés avaient été rassemblés afin de prendre les décisions nécessaires. Les Européens sont-ils prêts à accepter les perspectives que nous traçons ?

Ce n'est pas forcément un autre débat. En effet, tout ce que nous ne mettrons pas dans le quartier européen devra être placé ailleurs. Inversement, lorsque nous aurons l'ambition de localiser des choses ailleurs, la pression sera moins forte dans le quartier européen.

Je continue à penser qu'il faudrait rapidement prendre une décision à propos de ce que certains appellent le deuxième pôle, et que j'appelle le troisième pôle, à moins que le but ne soit d'étendre le deuxième pôle actuel de Delta-Beaulieu. Il serait

richtschema, zoals de tunnel onder de Wetstraat, waarvan de kostprijs op 17 miljoen euro wordt geschat. Overweegt u een partnerschap met de privésector of met andere overheden, zoals de Europese Unie?

Volgens een haalbaarheidsstudie was het niet mogelijk om een tunnel onder de Wetstraat aan te leggen. Op 14 mei hebt u bevestigd dat die tunnel een prioriteit van het richtschema is. Hoe zit het nu precies?

Hoe zult u 110.000 m² woningen in de Wetstraat creëren als daar de kantoren worden geconcentreerd?

Wat is het standpunt van de Europese instanties over de uitvoering van het richtschema? Zijn zij bereid onze voorstellen te aanvaarden?

Alle Europese gebouwen die we niet in de Europese wijk kunnen inplanten, moeten elders worden gebouwd. Uitwijken naar andere buurten zou de druk op de Europese wijk natuurlijk wel doen afnemen.

Ik vind dat we dringend een beslissing moeten nemen over een nieuwe groeipool waar de Europese instellingen kunnen uitbreiden. Wat is de stand van zaken van het overleg met de Europese instellingen over deze kwestie?

Wat huisvesting betreft, wil ik graag meer weten over de gemengde functie van de gebouwen. Eerlijk gezegd was ik nogal verbaasd dat u het over de gemengde functies van de Atenor-toren had. U beweerde dat er in een woongebouw best ook wat kantoren komen. Het zou mooi zijn als ook het omgekeerde gold. Er gelden weliswaar veiligheidsvoorschriften, maar ik vind dat in het richtplan voor de Europese wijk best kan worden bepaald dat alle kantoorgebouwen die niet door de EU worden gebruikt, gemengde functies moeten hebben. Ook wanneer er gebouwen worden gerenoveerd, zou er aandacht naar huisvesting moeten gaan.

Welke maatregelen zult u nemen opdat de Europese wijk een toeristische attractie wordt? Hoe zit het met het Museum van Europa?

Het is een goede zaak dat u aandringt op

intéressant de savoir où en sont les négociations ou les discussions avec les autorités européennes à ce propos.

A propos du volet logement de la proposition qui est faite, je voudrais vous interroger sur la mixité des immeubles. Je vous avoue que j'ai été un peu étonné - à moins que l'on ait mal retranscrit vos propos - du fait que vous parliez de mixité à propos de la tour Atenor. C'est un peu fort de dire qu'une tour de logement doit être mixte pour que les gens habitent près de leur lieu de travail et qu'il est donc bon de mettre dès lors un peu de bureau ou d'activités économiques dans le même immeuble. Il serait bon que l'inverse soit vrai aussi ! En l'occurrence, même si je sais qu'il y a des contraintes de sécurité - dont nous pourrions discuter - , dans la zone du schéma directeur du quartier européen, tous les immeubles abritant des bureaux qui ne sont pas des bureaux européens pourraient être mixtes demain. Lorsqu'il s'agit d'opérer des démolitions-reconstructions, il serait bon que l'augmentation du volume, qui est malheureusement liée à la règle actuelle du PRAS en termes de démolition-reconstruction, soit à tout le moins affectée à la production de logements.

J'ai encore deux questions. La première est liée à un élément fondamental, sur lequel le cdH a régulièrement mis l'accent dans le débat sur le devenir européen de Bruxelles : comment assumer l'attractivité du quartier européen comme pôle touristique ? Qu'en est-il du Musée de l'Europe ? Envisage-t-on qu'il y ait un jour une structure d'accueil du type du Musée de l'Europe dans le quartier européen ? C'est un élément important à propos duquel il serait utile de vous entendre.

Ensuite, je me félicite du fait que vous ayez annoncé, à l'occasion de votre conférence de presse et dans le schéma directeur, votre volonté de disposer d'outils juridiques qui permettront d'atteindre les objectifs fixés dans le schéma directeur. D'une certaine façon, cela rejoint ma question sur les outils opérationnels. Je lis bien que le schéma directeur demande une révision du PRAS ou l'élaboration systématique de PPA dans les zones de reconquête du logement. J'aurais cependant souhaité vous entendre à propos de l'option que vous prendrez, puisque vous en annoncez deux. Comment déterminera-t-on plus précisément les outils ?

juridische middelen om de doelstellingen van het richtplan te realiseren. Ik heb duidelijk gelezen dat het richtplan een wijziging van het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP) of de invoering van Bijzondere Bestemmingsplannen (BBP) vereist. Aan welke van die twee maatregelen geeft u de voorkeur?

M. Charles Picqué, ministre-président.- Vous voulez dire un PRAS ou un PPAS dérogatoire?

M. Denis Grimberghs.- Oui. Qu'ils soient dérogatoires ou qu'ils encadrent les objectifs en matière de logement. Cela permettrait éventuellement de diminuer, notamment, les effets naturels des dispositions actuelles du PRAS. En termes de démolition-reconstruction de bureaux, elles entraînent tous les vingt ans la production de bureaux supplémentaires. Cela amène - je l'ai régulièrement dénoncé -, un calcul économique qui est lié à cette période pour la production de bureaux. C'est, me semble-t-il, une hérésie en termes de gestion durable de la ville.

Discussion

M. le président.- La parole est à Mme Teitelbaum.

Mme Viviane Teitelbaum.- Je rejoins totalement l'intervention de M. Grimberghs, qui s'inscrit dans la ligne de la note que j'avais rédigée et des questions que je vous avais posées il y a plusieurs mois.

En réponse à mes questions sur le PPAS et les mesures juridiques à adopter, vous avez déclaré que vous aviez tiré la sonnette d'alarme et précisé qu'il fallait plancher sur la question. Avez-vous pu trouver une solution et dégager des pistes de réflexion permettant d'entrevoir des avancées par rapport au délai de mise en oeuvre de ce PPAS et à l'adéquation avec la spécificité du quartier ?

S'agissant des logements, je me joins également à la question de M. Grimberghs en rajoutant les paramètres de la mixité du quartier et des commerces. Tout en veillant à instaurer un équilibre entre les bureaux et les logements, nous devons casser l'image d'un quartier où toute vie s'éteint dès que la lumière du jour commence à décliner. Le commerce fera-t-il partie intégrante de cet aménagement ? Comment comptez-vous développer cette activité économique pour qu'elle soit attractive, en parallèle avec la réaffirmation du besoin de logements dans le quartier ?

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- Bedoelt u of ik een GBP of BBP's verkies?

De heer Denis Grimberghs (in het Frans).- Inderdaad. BBP's maken het mogelijk om het GBP hier en daar bij te sturen. Nu laat het GBP immers toe dat er om de twintig jaar extra kantoorruimte wordt gerealiseerd. Dat is geen goede zaak voor de stad.

Bespreking

De voorzitter.- Mevrouw Teitelbaum heeft het woord.

Mevrouw Viviane Teitelbaum (in het Frans).- Ik sluit mij volledig aan bij de heer Grimberghs.

Op mijn vragen over het BBP en de te nemen juridische maatregelen hebt u geantwoord dat u aan de alarmbel getrokken hebt. Hebt u een oplossing voor de uitvoeringstermijn van het BBP en de aanpassing aan het specifieke karakter van de wijk?

Ook voor de woningen zijn de sociale gemengdheid en de aanwezigheid van handelszaken belangrijk. Er moet een evenwicht zijn tussen woningen en kantoren, maar ook 's avonds moet de wijk leven. Is er plaats voorzien voor handelszaken? Hoe zult u deze economische activiteit ontwikkelen en haar verzoenen met de nood aan woningen? Over de vestiging van buurtwinkels moet op een strategische manier worden nagedacht. Werkt u daarvoor samen met de heer Cerexhe?

Zal de rijrichting in de tunnel omgekeerd worden? Volgens de haalbaarheidsstudie is dat niet doenbaar, maar de pers ziet het anders.

Hebt u voor de financiering contact met

L'implantation des commerces de proximité doit être pensée de manière à atteindre des endroits stratégiques.

Disposez-vous de plus amples informations en la matière ? Des synergies existent-elles avec le cabinet de M. Cerexhe sur cette question ? Pourriez-vous nous éclairer sur l'avancement de cette réflexion ?

Par rapport au tunnel, l'inversion du sens de circulation est-elle toujours d'actualité ? L'étude de faisabilité conclurait à l'infaisabilité, mais la presse fait état d'une réaction positive à ce sujet. Qu'en est-il ?

Sur le plan du financement, avez-vous des contacts avec des partenaires privés ? Si ce travail a déjà débuté, pourriez-vous nous en parler ?

Enfin, Mme Roggemans et vous-même nous aviez affirmé que le Musée de l'Europe, en tant que tel, n'était plus d'actualité, mais que, par contre, vous comptiez utiliser les infrastructures existantes dans les pôles environnants. Pourriez-vous nous éclairer sur vos intentions concernant ce musée ?

M. le président.- La parole est à M. Pesztat.

M. Yaron Pesztat.- Je voudrais insister sur trois points. Premièrement, je ne partage pas la foi quasi religieuse de certains dans le schéma directeur, qui est un outil relativement neuf, certes très intéressant, mais qui pose un problème majeur, lié à son inexistence dans l'ordre juridique. Il n'a aucune valeur réglementaire, ce qui pose une foule de problèmes. On s'en rend compte dans plusieurs dossiers, en piteux état à cause de cette difficulté. Je pense à la Cité administrative de l'Etat et à Tour et Taxis. Tant que le schéma directeur n'est pas traduit en termes réglementaires, c'est-à-dire dans un PPAS, il n'a aucune valeur contraignante. Si on compte sur le schéma directeur pour imposer des réglementations, on se trompe. Il permet uniquement d'avoir une réflexion globale sur l'orientation générale d'un grand espace.

M. Charles Picqué, ministre-président.- C'est un préalable.

M. Yaron Pesztat.- C'est un préalable à une traduction en termes réglementaires. La difficulté est qu'il rallonge les délais de manière

privépartners?

Mevrouw Roggemans en uzelf hebben ons bevestigd dat er geen sprake meer is van een Europamuseum als dusdanig, maar dat u bestaande infrastructuur zou gebruiken. Hoe zit het daarmee?

De voorzitter.- De heer Pesztat heeft het woord.

De heer Yaron Pesztat (in het Frans).- *Ik begrijp niet dat sommigen zo sterk in het richtschema geloven: het is een relatief nieuw en interessant werkinstrument, maar het bestaat juridisch gezien niet. Verscheidene dossiers lijden daaronder: het Rijksadministratief Centrum, Thurn&Taxis, enzovoort. Een richtschema geeft alleen de krachtlijnen aan voor de invulling van een grote ruimte. Zolang het niet is omgezet in een BBP, heeft het geen enkele dwingende waarde.*

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *Het is een eerste stap.*

De heer Yaron Pesztat (in het Frans).- *Omdat een richtschema in een BBP moet worden gegoten, verliest de overheid tijd. Een project dat ontstaat*

considérable. L'élaboration d'un schéma directeur puis d'un PPAS prend du temps. Nous devrions donc réfléchir à inscrire les schémas directeurs dans l'ordre juridique régional bruxellois et leur conférer potentiellement une valeur réglementaire, pour certains de leurs aspects. Un certain nombre de problèmes s'en trouveraient ainsi résolus et nous ne serions pas obligés d'attendre les PPAS pour pouvoir accepter ou non des projets qui verraient le jour entre le projet de schéma directeur et l'adoption du PPAS. Nous ne nous retrouverions donc pas dans des situations abracadabrantes, où un acteur immobilier introduit une demande de permis qui n'est pas conforme au schéma directeur adopté, mais qui est conforme au PRAS ou à un PPAS existant. Il peut donc recevoir un permis en bonne et due forme alors qu'il n'est pas conforme à l'option politique déterminée dans un schéma directeur.

Deuxièmement, concernant le logement, j'entends beaucoup parler de bureaux et de tunnels, mais c'est ce que l'on fait depuis cinquante ans dans le quartier européen. Les bureaux y poussent comme des champignons. Quant aux tunnels, le fédéral semble adorer les financer. Par contre, le logement, la rénovation et l'espace public ont moins de succès. Dans le quartier européen, on ne s'en sortira que le jour où on arrivera à faire du logement, ainsi qu'à rénover et à restructurer l'espace public. Cette tâche, qui n'intéresse pas les promoteurs de bureaux et l'Etat fédéral - si ce n'est peut-être via Beliris -, incombe à la Région bruxelloise. Or, c'est ce qui fait cruellement défaut au quartier depuis cinquante ans.

Sans vouloir minimiser l'intérêt du schéma directeur - dans la mesure où il restructure le quartier, notamment en matière de bureaux -, l'action publique doit servir à donner une impulsion à tout ce qui ne se fait pas naturellement, par le marché ou par le fédéral.

Qu'en est-il de la réalisation d'un pôle européen décentralisé dans le quartier Josaphat ? L'appel à manifestation d'intérêt a-t-il été lancé par la commission européenne ?

M. Charles Picqué, ministre-président.- Il a été publié et le comité d'experts constitué.

in de periode tussen het richtschema en het BBP, kan pas worden goedgekeurd zodra het BBP van kracht is. Waarom zouden een aantal elementen uit het richtschema geen reglementaire waarde kunnen krijgen? Het is absurd dat sommige vergunningsaanvragen wel in overeenstemming zijn met een BBP (en dat de vergunningen dus worden toegekend) ofschoon ze niet in overeenstemming zijn met het richtschema.

In de Europese wijk kwamen er de afgelopen vijftig jaar alleen maar tunnels en kantoorgebouwen bij. Huisvesting, renovatie en openbare ruimte zijn voor de federale overheid of voor de bouwpromotoren nooit prioritair geweest. Het is aan het Brussels Gewest om deze beleidsdomeinen in te vullen. Vijftig jaar lang is dat niet gebeurd. Een richtschema alleen volstaat niet: het moet met concrete beleidsmaatregelen gepaard gaan.

Hoe zit het met de realisatie van een nieuwe Europese groeipool in de Josaphatwijk? Heeft de Europese Commissie een oproep tot het indienen van blijken van belangstelling verspreid?

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *De oproep is gepubliceerd en er is een commissie van deskundigen opgericht.*

M. Didier Gosuin.- Les fonctionnaires européens veulent que le site retenu soit à proximité de leur lieu de travail actuel.

M. Yaron Pesztat.- L'abandon de l'option Josaphat risque de poser problème. La couverture des voies de chemins de fer, telle que prévue par le PPAS, représente un investissement considérable, que seule la construction de 50.000 mètres carrés de bureaux permettrait de financer. Il importe donc de pouvoir faire machine arrière.

Il est regrettable d'avoir privilégié une option impliquant des investissements aussi importants en termes de construction de bureaux. Si cette option est abandonnée, il convient de changer son fusil d'épaule et de privilégier un aménagement sans pontage des voies. Il est certain que l'option engendre de nombreux effets collatéraux non négligeables.

M. le président.- La parole est à M. Azzouzi.

M. Mohamed Azzouzi.- En tant que signataire de l'ancienne résolution sur le quartier européen, je me réjouis de l'avancement de ce dossier. Le ministre-président nous a fourni des éclaircissements importants au cours des diverses commissions qui ont abordé le sujet, concernant notamment le schéma directeur. Il s'agit d'un outil important pour le développement de ce quartier.

Le schéma directeur contribue à mieux répartir les infrastructures européennes sur le territoire régional. Ce type de redéploiement est primordial pour faire revivre le quartier européen, dont nous avons souvent une image négative. Le fait de mettre les choses à plat et de recadrer les politiques urbanistiques dans ce quartier contribue à relancer également les autres quartiers bruxellois.

L'ensemble des partis ici présents se sont prononcés en faveur d'une mixité du quartier européen. L'actuel schéma directeur intègre la présence européenne internationale, en accordant une vraie place à l'affectation résidentielle, culturelle et récréative dans ce quartier.

Le regroupement des affectations pour la commission européenne touche à des parcelles qui

De heer Didier Gosuin (in het Frans).- *De Europese ambtenaren willen dat de nieuwe groeipool in de omgeving van de huidige Europese wijk komt.*

De heer Yaron Pesztat (in het Frans).- *Als de uitbreiding van de Europese instellingen niet plaatsvindt in de Josaphatwijk, zitten we met een probleem. De overkapping van de treinsporen kost erg veel geld. Het is een project dat enkel kan worden gefinancierd door de bouw van 50.000 m² kantoorruimte.*

Als de EU niet voor de Josaphatwijk kiest, moet de regering het plan om de sporen te overkappen laten varen.

De voorzitter.- De heer Azzouzi heeft het woord.

De heer Mohamed Azzouzi (in het Frans).- *Als ondertekenaar van de oude resolutie over de Europese wijk verheug ik mij over de vooruitgang in dit dossier.*

Het richtschema is een belangrijk ontwikkelingsinstrument en moet bijdragen tot een evenwichtige spreiding van de Europese infrastructuur op het gewestelijk grondgebied.

Dankzij een gericht stedenbouwkundig beleid kunnen wij de Europese wijk, die vaak een negatief imago heeft, doen herleven. Iedereen pleit voor meer diversiteit in de Europese wijk. Het richtschema heeft ruime aandacht voor de woonfunctie evenals de culturele en de recreatieve functies.

De hergroepering van de kantoren voor de Europese Commissie gebeurt op percelen die haar eigendom of privébezit zijn. Welke procedure zal er worden gevolgd voor de aankoop van die percelen? Zal het voorkeepsrecht worden uitgeoefend?

De socialistische fractie is voorstander van een tunnel onder de Wetstraat, die niet alleen deze belangrijke verkeersas gemoedelijker zal maken,

lui appartiennent, ainsi qu'à des propriétés privées. Quel sera le type de négociation ou de procédure enclenché pour le rachat de ces parcelles ? S'agit-il d'un droit de préemption ou d'une autre procédure ?

Le groupe socialiste se réjouit de l'option du tunnel, qui participe au renforcement de la convivialité de la rue de la Loi, axe important de circulation dans le quartier européen. L'option choisie privilégie une meilleure accessibilité, non seulement pour les fonctionnaires, mais aussi pour les riverains, à cette zone importante.

M. le président.- La parole est à Mme Mme Saïdi.

Mme Fatiha Saïdi.- Je voulais reprendre la parole après ce qu'a évoqué M. Pesztat, même si l'interpellation de M. Grimberghs ne porte pas spécifiquement sur le site Josaphat. J'appartiens à l'une des deux communes concernées et je ne suis pas aussi défaitiste que M. Pesztat à ce propos. L'élaboration de ce PPAS n'est pas terminée. Nous en sommes actuellement à la deuxième phase - la phase de spatialisation -, laquelle n'a été validée ni par les conseils communaux, ni par les collèges de Schaarbeek et Evere. Il est donc possible qu'il y ait des marches arrières par rapport à ce PPAS.

Je voudrais aussi vous signaler, mais vous le savez certainement mieux que moi, que la situation des deux communes est tout à fait différente. Autant Schaarbeek peut se passer du pontage des voies pour des réalisations très ambitieuses qui peuvent avoir un impact d'envergure sur le quartier, autant Evere est dans une situation beaucoup plus difficile, puisque cette commune occupe le dernier petit goulot et qu'elle possède toute une zone d'industries urbaines qu'elle pourrait éventuellement réhabiliter et moderniser.

Je ne pense pas que la Commission européenne viendra s'installer sur ce site. Vous en êtes conscient. Jusqu'à présent, la Commission européenne n'a pas manifesté un vif intérêt à son égard, surtout après la visite que nous avons effectuée avec les représentants de M. Kallas. Le projet du site Josaphat que la Société d'acquisition foncière (SAF) va rentrer ne la fera pas changer d'avis.

Si la Commission ne s'y installe pas, au niveau

maar ook de wijk toegankelijker zal maken voor de ambtenaren en de buurtbewoners.

De voorzitter.- Mevrouw Saïdi heeft het woord.

Mevrouw Fatiha Saïdi (in het Frans).- *Ik ben niet zo defaitistisch als de heer Pesztat over de Josaphatsite. De ruimtelijke invulling van het BBP is nog volop aan de gang, en de gemeenteraden en de colleges van Schaarbeek en Evere hebben die nog niet bekrachtigd. Bijgevolg is het nog steeds mogelijk om wijzigingen aan te brengen.*

De toestand in de twee gemeenten is volledig verschillend. In Schaarbeek is de aanleg van een brug niet noodzakelijk voor de verwezenlijking van ambitieuze plannen met een grote impact op de wijk. In Evere ligt het laatste kleine knooppunt en de gemeente beschikt over een herwaardeerbaar stedelijk industriegebied.

Ik verwacht niet dat de Europese Commissie zich daar zal vestigen. De EC heeft na het bezoek van de vertegenwoordigers van de heer Kallas, geen interesse meer betoond. Het project van de Maatschappij voor de Verwerving van Vastgoed (MVV) zal de commissie niet van mening doen veranderen.

Als de Commissie niet naar Evere komt, wordt het BBP niet verregaand aangepast. De aanpassing zal de stedelijke industriezones en de leefomstandigheden van de bewoners betreffen. Het volledige Oasebinnenhof wordt door spoorlijnen doorkruist. Dat brengt heel wat geluidsoverlast met zich mee. Het is belangrijk dat het geweest de leefomstandigheden van de bewoners vooropstelt. Bovendien komt op dit traject de eigen trambedding van de vernieuwde Leopold III-laan.

d'Evere, le PPAS sera revu de manière beaucoup plus modeste. Il concernera la réhabilitation de cette zone d'industries urbaines, mais surtout le confort des riverains. En effet, tout le clos de l'Oasis est traversé par des voies ferrées qui, en termes de nuisances sonores, ont un impact important sur les riverains. Nous devons dès lors nous reconcentrer sur leur confort, d'autant plus qu'un nouveau projet - le réaménagement du boulevard Léopold III, avec le site propre du tram qui va le traverser - va voir le jour sur ce tronçon.

M. le président.- La parole est à M. Picqué.

M. Charles Picqué, ministre-président.- Le schéma directeur constitue l'outil de réflexion prospectif dont la Région a toujours été dépourvue dans son histoire. A la différence du PRD et du PRAS, outils consacrant une réflexion globale sur la ville, le schéma directeur, une fois les périmètres stratégiques déterminés, telles que les zones leviers et les zones d'intérêt régional et général, constitue un gain de temps.

Dans le cadre du dossier Josaphat, par exemple, il est regrettable que le PPAS ait été lancé trop rapidement par les deux communes concernées, sans concertation préalable avec la Région. Certaines circonstances justifient cependant cette situation, car le PPAS a démarré il y a longtemps.

Pour certaines zones stratégiques, il importe que la réflexion soit menée de concert par l'ensemble des acteurs concernés, afin de déminer la situation de tout élément qui pourrait nuire ultérieurement à la progression du dossier. Ainsi, celui de Tour et Taxis aurait déjà été finalisé s'il avait été doté d'un schéma directeur. La version définitive de celui-ci doit encore être approuvée par le gouvernement régional, lorsque les problèmes de volumétrie et de densité auront été examinés.

Le schéma directeur dans une ville aussi complexe que Bruxelles, fondée sur de multiples niveaux de pouvoir constituant autant de risques de recours divers, définit une forme d'engagement de l'ensemble des acteurs dans la perspective de la réalisation d'un projet. Celui-ci doit ensuite être doté des formes juridiques nécessaires à son aboutissement. Le dossier de Tour et Taxis a entraîné considérablement, précisément parce qu'il était dépourvu d'une réflexion impliquant l'ensemble

De voorzitter.- De heer Picqué heeft het woord.

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *Het richtplan dient eigenlijk om de toekomst van de Europese wijk te plannen. In tegenstelling tot het Gewestelijk Ontwikkelingsplan en het GBP, die veel ruimer zijn en de hele stad beslaan, gaat het specifiek over de Europese wijk.*

Het is jammer dat de gemeenten Schaarbeek en Evere het BBP voor het Josaphatterrein te vroeg hebben opgesteld, zonder overleg te plegen met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ook al sleept de kwestie al erg lang aan.

De toekomst van bepaalde zones van strategisch belang moet in overleg met alle betrokken instanties worden bepaald. Als er een richtplan voor Thurn&Taxis was, zou daar al veel meer vooruitgang zijn geboekt. De definitieve versie van dat richtplan moet nog worden goedgekeurd door de regering.

Brussel is een erg complexe stad. De vele beleidsniveaus kunnen allemaal beroep aantekenen tegen beslissingen. Een richtplan biedt de mogelijkheid om met alle betrokken instanties aan een project te werken. Om het welslagen van het richtplan te garanderen, moeten de nodige juridische maatregelen worden genomen. Het dossier van Thurn&Taxis heeft lang aangesleept, omdat er onvoldoende overleg was.

In feite is er nood aan een horizontaal bestuur, waarbij alle betrokken instanties nadenken over de toekomst van de stad. Een BBP zal steeds op tegenstand stuiten, wat voor vertraging zorgt.

des acteurs.

Cela correspond aux principes de la gouvernance horizontale, qui implique la participation de toutes les forces vives à une réflexion globale. Au contraire, le lancement d'un PPAS, qui d'emblée se heurtera à l'objection de la Région, de la commune ou à l'hostilité des propriétaires, limite sa progression.

Par ailleurs, le schéma directeur permet d'étudier les impacts d'un aménagement d'une zone sur l'ensemble des zones environnantes, ce qui n'est pas envisageable dans le cadre d'un PPAS, lequel est à cheval sur deux communes. Ainsi, le PPAS Delta concerne par exemple les seules communes d'Auderghem et d'Ixelles, tandis que le schéma directeur induit une action plus ciblée sur l'ensemble de la zone.

Le schéma directeur est un outil dont l'équivalent existe dans d'autres villes, mais qui a la faiblesse de ne pas avoir d'assise juridique. C'est pourquoi, les réformes à venir devraient réfléchir à la place de cet instrument.

J'insiste sur la spécificité de Bruxelles. Nous avons tous intérêt à visiter de nombreuses villes d'Europe et à étudier leurs modes de gouvernance. Cela permet de constater que nous sommes aussi bien gérés que ces autres villes et que nous avons du mérite, compte tenu de la dispersion du pouvoir, propre à Bruxelles. Nous devons nous doter d'instruments permettant d'éviter les conflits entre les différents acteurs. Telle est la vocation du schéma directeur.

Outre l'absence de caractère juridique, le schéma directeur présente une autre faiblesse ; celui qui dépose ou détient un permis dans une zone à l'étude se trouve dans une situation où il peut exiger la simple application du PPAS et du PRAS existants. C'est la raison pour laquelle on parle de coups partis. Ceux-ci peuvent être évités par le biais de la négociation, et non de la contrainte.

Une autre faiblesse opérationnelle de l'urbanisme à Bruxelles réside dans le fait que rien n'est prévu en matière de mise en application des mesures - remboursements, relotissements, recherches de partenariats..., - prévues dans les schémas. L'administration de l'urbanisme éprouve déjà des

Het richtplan maakt het ook mogelijk om na te gaan wat de gevolgen van de stedenbouwkundige beslissingen in een bepaalde zone zijn voor de aangrenzende zones. Bij een BBP kan dat niet. Het BBP Delta is bijvoorbeeld enkel van toepassing op Oudergem en Elsene, terwijl het richtplan gericht kan werken in een hele zone.

Het richtschema heeft geen juridisch statuut. Bij toekomstige hervormingen moet daarover nagedacht worden. Gezien de versnippering van de beleidsinstanties in Brussel heeft het gewest instrumenten nodig om conflicten te vermijden. Het richtschema is er één van.

Een ander zwak punt van het richtschema is dat bij de aanvraag van een vergunning in een zone waar er nog geen nieuw BBP voorhanden is, de toepassing van het bestaande BBP of GBP kan worden geëist. Onderhandelingen kunnen dit probleem vermijden.

De maatregelen die het richtschema vooropstelt, worden niet geconcretiseerd, aangezien het bestuur de handen vol heeft met het behandelen van vergunningsaanvragen en de gemeenten geen enkele ervaring hebben in deze materie. Daarom is het Agentschap voor Territoriale Ontwikkeling (ATO) opgericht, waarvan u trouwens altijd een vurig voorstander bent geweest.

difficultés à examiner les demandes de permis et les communes n'ont aucune expérience en la matière. C'est pourquoi, nous avons créé l'Agence de développement territorial (ADT). Vous avez d'ailleurs toujours été un fervent partisan de la création d'une telle agence, M. Pesztat.

M. Yaron Pesztat.- Elle arrive un peu tard.

M. Charles Picqué, ministre-président.- Il faut du temps pour concrétiser les choses. L'ADT devrait être l'instrument opérationnel permettant de mener à bien une négociation aussi difficile que celle qui nous attend dans le quartier européen. Il faudra y veiller à la fois à la mixité, à la qualité architecturale, au remembrement des propriétés, aux espaces publics et à l'activation commerciale des rez-de-chaussée du quartier, ... Il y a du pain sur la planche.

Plusieurs études ont été déposées sur mon bureau au fil du temps. Il y a une différence entre le travail que nous venons d'accomplir et les études menées à trois reprises par le passé. Tout d'abord, j'ai le sentiment que le degré de précision des objectifs est plus affiné. Ensuite, nous nous sommes appuyés sur les réflexions antérieures. J'ai le sentiment que nous avons emprunté à des études parcellaires divers éléments pour dresser ce schéma directeur. Enfin, et ce n'est pas le moindre des aspects - , c'est la première fois qu'un schéma est élaboré en réelle collaboration avec les institutions européennes. Cela le rend vraiment spécifique par rapport aux schémas directeurs précédents, qui n'en portaient pas toujours le nom.

Concernant le financement, nous pouvons d'ores et déjà compter sur l'enveloppe Beliris de 50 millions d'euros. C'est peu à ce stade, mais nous avons introduit pour la première fois l'idée d'avenant évolutif. Plutôt que d'inscrire des montants importants sans savoir comment les utiliser, nous avons donc indiqué qu'une évolution était possible à quelques postes. Dès décembre, nous discuterons de l'avenant évolutif 10 et nous serons alors plus précis. J'y reviendrai lorsque je parlerai du Musée de l'Europe.

N'oublions pas non plus les charges d'urbanisme, qui seront imposées à tout mètre carré de nouvelle construction de bureau dans le quartier européen.

De heer Yaron Pesztat (in het Frans).- *Het kwam er een beetje laat.*

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *Het ATO moet het gewest in staat stellen de moeilijke onderhandelingen in de Europese wijk tot een goed einde te brengen. Er moet aandacht komen voor de diversiteit, voor de architecturale kwaliteit van de gebouwen, voor de herverkaveling van de eigendommen, voor de openbare ruimte en voor de komst van winkels op de benedenverdiepingen.*

In het verleden werden reeds heel wat studies uitgevoerd, maar dit richtschema is anders. Zo zijn de doelstellingen ondertussen heel wat duidelijker geworden. Bovendien is er voor het eerst echt samengewerkt met de Europese instellingen.

Voor de financiering kunnen wij nu al rekenen op 50 miljoen euro via Beliris. Dat is niet veel, maar wij hebben voor het eerst het idee van een evolutief aanhangsel ingevoerd. In plaats van belangrijke bedragen in te schrijven waarvan wij niet weten waarvoor wij ze zullen gebruiken, hebben wij voor sommige posten vermeld dat een evolutie mogelijk was. Wij zullen een duidelijker beeld hebben in december, wanneer wij het aanhangsel 10 zullen bespreken.

Daarnaast zullen wij stedenbouwkundige lasten opleggen voor elke vierkante meter nieuwe kantooruimte in de Europese wijk. Het BROH onderzoekt momenteel hoe hoog dat bedrag moet zijn. Wij zullen dat geld gebruiken om de diversiteit in die wijk te bevorderen en gedeeltelijk de tunnel onder de Wetstraat te financieren.

Volgens een studie is een tunnel technisch haalbaar in de plaats van twee van de drie bestaande parkingniveaus. Daarvoor is wel een nieuwe afvoer nodig vanuit niveau -3 van de parking Wet en daarvoor moet een deel van het huizenblok onteigend worden en een bestaand gebouw neergehaald. We moeten nagaan hoeveel

Une étude est actuellement en cours à l'AATL afin d'identifier le montant qui devra être appliqué par mètre carré nouvellement construit. Cela nous aidera à garantir la mixité résidentielle dans le quartier européen au profit du logement et de financer partiellement l'éventuel tunnel sous la rue de la Loi.

Il existe une étude qui conclut à la faisabilité technique du tunnel en lieu et place de deux des trois niveaux de parking existants. Il est vrai que cette faisabilité est liée à la création d'une nouvelle évacuation depuis le niveau -3 du parking Loi. Celle-ci nécessiterait, qu'on le veuille ou non, l'expropriation d'une partie de l'îlot concerné et la démolition d'un bâtiment existant dans cet îlot. Il faut pouvoir évaluer le coût que cela représente. Le tunnel est donc tout-à-fait possible techniquement, mais il faut en connaître le coût.

De plus, un nouvel alignement des façades serait également nécessaire à droite des trémies d'accès et de sortie du tunnel, afin de conserver le profil en travers-type de l'aménagement de surface, avec des trottoirs assez larges, des pistes cyclables, etc. Il y a, en outre, des problèmes d'accessibilité pour les pompiers. Toutes ces questions sont en cours d'examen. Nous laissons donc la porte ouverte aux deux possibilités, que sont l'enfouissement ou non. Elles sont toutes deux ouvertes dans le marché public de services qui, comme vous le savez, vise à définir la forme urbaine de la rue de la Loi et de ses abords.

Je ne dis rien de plus maintenant, si ce n'est que nous devons étudier la faisabilité. Je vous ai énoncé plusieurs des problèmes que nous rencontrons, et notamment celui du coût que cela représentera. Il faudra trancher. L'égout à voitures qui est dénoncé depuis si longtemps mérite au moins une étude de faisabilité.

La requalification de l'espace public pourrait participer à la convivialité de ce quartier. Toutes les études et examens auxquels nous nous livrons pour connaître le flux de voitures dans la rue de la Loi dans les années à venir indiquent qu'il restera important et qu'il n'y a pas beaucoup d'alternatives possibles.

A propos de financement de la Commission ou des institutions européennes, je suis dans l'expectative.

dat kost.

Bovendien moeten de gevels verplaatst worden bij de in- en uitgang van de tunnel, zodat er voldoende ruimte blijft voor voetpaden, fietspaden, enzovoort. De toegang voor de brandweer moet verzekerd zijn. Al deze zaken worden onderzocht. Beide mogelijkheden (ondergronds of niet) blijven dus open. Meer kan ik voorlopig niet zeggen.

Een herinrichting van de openbare ruimte kan de leefbaarheid van de wijk bevorderen. Alle studies wijzen erop dat de verkeersstroom in de Wetstraat groot zal blijven en dat er weinig alternatieven zijn.

Ik weet nog niet of de Commissie en de Europese instellingen zullen meebetalen. Dat kan, maar ik reken er niet al te veel op. Ik zeg dat wel niet luidop, want dan zullen ze zeker zeggen dat wij geen geld gevraagd hebben. De Europese verantwoordelijken zijn immers erg voorzichtig. Er is echter hoop. Voor het eerst werken we immers samen aan de toekomst van de wijk.

Er was tijdens eerdere commissievergaderingen sprake van 70.000 m² nieuwe woningen in het richtplan. Die doelstelling geldt nog steeds.

Bovendien biedt de Europese wijk volgens het richtplan de mogelijkheid om 110.000 m² extra woningen te bouwen op terreinen die aan de Wetstraat grenzen. Het kan niet moeilijk zijn om privépartners te vinden, want er is veel vraag naar kwaliteitswoningen in de Europese wijk. Het is niet de bedoeling dat die woningen allemaal aan de Wetstraat grenzen. Ze worden ook verdeeld over de zijstraten.

In de haalbaarheidsstudie van Beliris wordt ook rekening gehouden met het Museum van Europa. Er bestaan plannen voor een ondergronds museum, onder een terrein dat eigendom is van Brussel-Stad. Het is bijvoorbeeld ook mogelijk om het Museum van Europa onder te brengen in de huidige gebouwen van het Koninklijk Legermuseum, op voorwaarde dat we het laatstgenoemde museum een degelijk alternatief kunnen aanbieden.

Ik wil de twee musea niet onnodig ongerust maken. De huidige bijakte bevat een Beliris-studie die aan

Je n'ai pas dit que c'était impossible, mais je vais établir nos comptes sans trop miser dessus. Il ne faudrait toutefois pas le dire, parce que cela pourrait avoir pour effet qu'ils estiment que nous avons renoncé à une demande auprès d'eux. Les responsables européens sont extrêmement prudents, mais il ne faut pas trop rejeter toute perspective. En effet, pour la première fois, nous faisons quelque chose ensemble. L'appel à intérêt dont il est question, et le concours sur la forme urbaine, montrent qu'il y a une concertation avec eux pour dessiner l'avenir du quartier et des pôles de développement.

Pour ce qui relève des chiffres relatifs aux mètres carrés de logement prévus par le schéma directeur, les 70.000 mètres carrés de nouveau logement évoqués lors des débats en commission sont toujours d'actualité. Ils concernent notamment les immeubles en construction dans la chaussée d'Etterbeek, ainsi que de nouveaux édifices.

A côté de ces 70.000 mètres carrés de nouveau logement dans le quartier européen, le schéma directeur a identifié un potentiel de 110.000 mètres carrés supplémentaires, qui devraient trouver leur place dans le périmètre de compétition, soit sur tous les îlots ayant un côté débouchant sur la rue de la Loi. Il existe donc une possibilité d'accroître le logement à cet endroit. Nous ne devrions pas éprouver de difficultés à trouver des partenaires privés pour ce faire, car la demande de logements de qualité est très importante dans ce quartier. La compétition sur la définition de la nouvelle forme urbaine pour la rue de la Loi et ses abords est en cours. Il ne s'agit pas de concentrer ces 110.000 mètres carrés sur la rue de la Loi, mais de les répartir également dans les rues avoisinantes.

Le Musée de l'Europe est intégré dans l'étude de faisabilité Beliris. Un projet existe, qui a été discuté avec la Ville de Bruxelles et consiste à enfouir le musée sous un terrain dont elle est propriétaire. Des discussions sont en cours à ce sujet. D'autres possibilités existent également. Nous avons ainsi imaginé à un certain moment de remplacer le Musée royal de l'Armée ou le Musée de l'Air et de l'Espace par le Musée de l'Europe, à condition de trouver une alternative sérieuse pour ces vénérables institutions, totalement adéquate et conforme aux attentes des animateurs du lieu. Ces musées ne peuvent, bien entendu, être purement et

het onderwerp is gewijd. Zo nodig zal ik met de federale minister van Binnenlandse Zaken overleg plegen. Momenteel verdedigt men het project van een ondergronds Europees Museum. Dat is echter de duurste optie. Binnenkort ontvangen we de resultaten van de haalbaarheidsstudie.

simplement supprimés.

Je ne veux pas éveiller l'inquiétude des deux musées, tant que l'on n'a rien de crédible pour les satisfaire. Cela fait l'objet d'une étude Beliris, intégrée dans l'avenant actuel, et je prendrai contact avec le ministre de l'Intérieur si j'ai le sentiment que cela vaut la peine de négocier. L'actuel projet défendu est celui d'un Musée de l'Europe enfoui. C'est le plus cher ! Nous allons recevoir les résultats de la faisabilité de ce projet souterrain.

M. Yaron Pesztat.- De quoi s'agit-il ?

M. Charles Picqué, ministre-président.- Il s'agit d'un terrain qui se trouve au bas de la rue de la Loi, à côté de la Chapelle Van Maerlant. Le projet est en cours de discussion. Il ne faut pas s'arrêter sur l'une ou l'autre option à ce stade. Je n'ai pas d'avis à ce sujet et plusieurs alternatives sont étudiées à cet endroit, ainsi qu'en d'autres lieux. Par ailleurs, je n'exclus pas du tout que, dans le cadre des remboursements induits par le schéma directeur, le privé soit amené à faire une proposition, dans un bâtiment qu'il quitterait. Il est donc prématuré de se prononcer sur le Musée de l'Europe actuellement.

Au niveau des outils juridiques, quant à savoir si l'on travaille par le biais du PRAS ou du PPAS, je ne me prononcerai que lorsque je connaîtrai les orientations que prennent les projets dans le cadre de l'appel sur les formes urbaines. A ce stade, je n'ai pas d'avis. Je crois cependant que vous serez amenés à examiner l'opportunité d'une modification du PRAS. Il faudra le faire en beaucoup d'endroits de Bruxelles. Au lieu de travailler avec des PPAS dérogatoires, l'approche privilégiée sera celle la plus conforme au calendrier ; c'est le calendrier qui déterminera les outils juridiques pour les modifications planologiques à envisager.

Mme Teitelbaum, le partenariat avec le privé relève du travail de l'Agence de développement territorial, en ce sens qu'elle doit s'enquérir auprès des partenaires propriétaires des conditions de remboursement du bien. D'autres grandes villes d'Europe ont pu réaliser ce travail très difficile grâce à leurs compétences. D'ailleurs, la valeur de

De heer Yaron Pesztat *(in het Frans)*.- *Kunt u meer details geven?*

De heer Charles Picqué, minister-president *(in het Frans)*.- *Het gaat om een terrein naast de Van Maerlant kapel in de Wetstraat. Momenteel bestaan er nog allerlei alternatieven. Ik sluit trouwens niet uit dat de privé een bijkomend voorstel zal doen, gezien de herverdeling die het richtschema vooropstelt.*

Wat de keuze tussen het BBP en het GBP betreft, wacht ik de stedenbouwkundige projecten af. Het parlement zal zich binnenkort moeten uitspreken over de noodzaak om het GBP te wijzigen. We zullen niet werken met afwijkende BBP's maar zullen die instrumenten kiezen, die het best in de planning kunnen worden ingepast.

Mevrouw Teitelbaum, het overleg met de privésector is de taak van het ATO: het moet bij de eigenaars navragen onder welke voorwaarden hun goed kan worden herverkaveld. Andere Europese steden zijn dankzij hun duidelijkere bevoegdheidsverdeling in de opdracht geslaagd. De waarde van het ATO zal afhangen van de mensen die er werken.

Een goede kennis van de financiële constructies is onontbeerlijk in de onderhandelingen met de privésector.

Het richtschema is een efficiënt instrument, maar het is nog te vroeg om het te formaliseren. Ondertussen kan het niettemin tot een soort moratorium leiden voor beslissingen met betrekking tot een bepaald gebied.

Voor de decentralisering van de Europese

l'Agence de développement territorial s'établira en fonction de la valeur de ceux qui la composeront.

C'est un travail difficile. La connaissance de la logique des montages financiers est d'ailleurs une condition déterminante pour permettre de négocier habilement avec le secteur privé.

Par ailleurs, bien qu'il soit nécessaire de combler le vide juridique lié à ce dispositif, le schéma directeur constitue un outil pertinent pour la Région. Il est toutefois encore prématuré de le formaliser. Le schéma directeur pourrait cependant entraîner une forme de moratoire pour les décisions à prendre concernant une zone déterminée.

Enfin, concernant la décentralisation du pôle européen, la Société d'acquisition foncière (SAF) fera une proposition aux institutions européennes à propos des sites de Josaphat et de Delta. A terme, l'option retenue engendrera des recettes pour la Région bruxelloise. Il s'agit d'une opportunité à ne pas manquer.

Si l'option Josaphat n'est pas retenue, la situation reste néanmoins gérable. L'abandon du projet de recouvrement des voies de chemins de fer aurait une incidence fâcheuse, mais pas catastrophique. La couverture des voies ne constitue d'ailleurs pas l'unique alternative possible pour réduire les nuisances. Les institutions européennes nous informeront prochainement de leur décision quant à l'option choisie, mais l'avenir du quartier Josaphat n'est pas exclusivement déterminé par le projet européen.

Le droit de préemption fait partie des instruments dont dispose la Région. Celui-ci voit son champ d'application élargi, notamment dans la définition des biens. Il est à noter que l'activation de ce droit concernera, à l'avenir, un nombre plus important d'acteurs.

M. le président.- La parole est à M. Grimberghs.

M. Denis Grimberghs.- Je souscris assez bien à ce que vous avez dit sur l'outil prospectif qu'est le schéma directeur. Toutefois, dans le quartier européen, il est particulièrement important que

instellingen zal de Maatschappij voor de Verwerving van Vastgoed (MVV) de sites Josaphat en Delta voorstellen.

De toekomst van de Josaphatwijk wordt niet uitsluitend door het Europees project bepaald. Als de Europese instellingen niet voor Josaphat kiezen, is dat dus geen ramp. Er bestaan andere oplossingen dan de overkapping van de spoorlijnen om de hinder te beperken.

Het voorkooprecht is een van de instrumenten waarover het gewest beschikt en waarvan het actieterrein is uitgebreid.

De voorzitter.- De heer Grimberghs heeft het woord.

De heer Denis Grimberghs (in het Frans).- *De Europese wijk heeft behoefte aan soepele perspectieven op voldoende lange termijn, die de tegenstellingen tussen meerderheid en oppositie*

nous ayons des perspectives liantes sur une durée suffisante, qui dépassent les clivages entre majorité et opposition. Ceci, compte tenu des intérêts qui sont en jeu pour la Région toute entière, et au-delà, pour la Belgique.

Donc, je pense qu'il est de bon ton, s'agissant du schéma directeur du quartier européen, que l'on se dote d'un outil qui ait une certaine stabilité. Ce n'est pas pour rien que, plus encore pour ce schéma directeur que pour un autre, on évoque encore la manière dont on peut asseoir cette stabilité. En conséquence, même si, par nature, un certain nombre de choses sont évolutives, j'inviterais à ce que l'on se dote d'un outil et de mécanismes - y compris politiques - qui puissent asseoir au maximum la stabilité du dispositif. On sent en effet bien que tout ne sera pas réglé d'ici juin 2009.

J'entends bien que l'on doit choisir l'outil juridique en fonction du calendrier. Derrière les outils juridiques et opérationnels, il y a cependant la manière de conforter des décisions qui se trouvent dans le schéma directeur. Cela n'élimine évidemment pas ce que je viens de dire concernant le consensus plus politique qui doit se dégager à propos des ambitions pour le quartier européen.

Pour choisir le calendrier et ce qui est vraiment nécessaire, il faudrait peut-être commencer par l'opération la plus lourde et la plus longue. Plus on tarde à la saisir à bras le corps, moins elle a de chances de se concrétiser un jour. Ainsi, si dans un an, on nous dit que nous devons choisir le PRAS comme mode d'action, on dira alors qu'en commençant par le PRAS, la procédure durera deux ans et demi et que cela ne sera plus possible, parce que trois ans et demi seront nécessaires pour mettre en oeuvre des outils juridiques. Il faudrait donc préparer sérieusement l'hypothèse de modifications qui passent par le PRAS, même si ce n'est pas l'hypothèse qui sera choisie. Il sera toujours temps de faire quelque chose de plus simple. Il faut donc se mettre tout de suite à faire les études qui permettraient de suivre cette voie.

M. Charles Picqué, ministre-président.- Il reste tout de même quelques incertitudes sur ce qu'il faudra modifier dans le PRAS, notamment en fonction des résultats de la compétition.

overstijgen.

In verband met het richtschema moeten er dan ook voldoende stabiele instrumenten en mechanismen gecreëerd worden. Alles zal immers niet geregeld zijn tegen juni 2009.

Ik begrijp dat het juridische instrument gekozen wordt in functie van het tijdsschema. De juridische en operationele instrumenten moeten de beslissingen uit het richtschema bevestigen. Dat neemt niet weg dat we moeten blijven streven naar een politieke consensus over onze ambities voor de Europese wijk.

Om het tijdsschema op te stellen, moeten we misschien beginnen met de zwaarste operatie. Anders komt het er misschien niet van. Als we via het GBP werken, duurt de procedure vrij lang. Daarom moeten we ons daar nu al op voorbereiden, zelfs al weten we nog niet of we uiteindelijk voor deze procedure zullen kiezen. Er zal altijd nog tijd zijn om een eenvoudiger procedure te volgen.

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *Er is nog onduidelijkheid over wat er gewijzigd moet worden in het GBP. Dat hangt af van de resultaten van de competitie.*

M. Denis Grimberghs.- Je le mesure bien. Au départ du schéma directeur tel qu'il a été adopté, je ne suis pas tout à fait certain que l'on est en mesure de dire aujourd'hui avec précision ce que l'on voudrait changer dans le PRAS. Il faudrait que ce travail soit fait. C'est ce que j'appelle se préparer à l'option la plus lourde.

M. Charles Picqué, ministre-président.- Nous disposons d'éléments en ce sens.

M. Denis Grimberghs.- Je voudrais aussi parler de Josaphat. Votre réponse me convient parfaitement, mais il me semble que la couverture partielle est une solution nécessaire, pour une raison assez simple, qu'il faudrait opposer à la SNCB : il est prévu d'y installer un arrêt du RER, dont la SNCB devrait financer elle-même la construction.

On affirme que la couverture des voies sera financée par le privé, mais cela ne me semble pas si évident. Je me souviens de promesses, qui avaient été faites par Alain Deneef au moment où ce terrain allait être loti, selon lesquelles la SNCB veillerait à la couverture et ne vendrait qu'à certaines conditions. Rien de tout cela n'a été réalisé. La Région bruxelloise devrait à tout le moins s'exprimer avec vigueur sur la responsabilité financière, pleine et entière, de la SNCB dans la construction de la gare et de l'arrêt, ainsi que dans l'élargissement du pont De Boeck. Elle a gagné assez d'argent grâce à nous !

M. Charles Picqué, ministre-président.- La SNCB est imprévisible.

M. Denis Grimberghs.- Je rappelle que nous avons débattu en séance plénière de l'actualisation de son plan décennal. Des montants ont été prévus pour la réalisation des arrêts RER à Bruxelles. Nous n'allons tout de même pas nous abstenir d'aller chercher cet argent ! Il est très important, en particulier pour ce lieu, de penser l'arrêt comme étant une solution permettant d'avoir un accès par le haut.

M. Charles Picqué, ministre-président.- Je suis tout à fait d'accord avec vous.

- *L'incident est clos.*

De heer Denis Grimberghs (in het Frans).- *Met het huidige richtschema, kunnen we inderdaad nog niet zeker zijn wat er moet worden veranderd in het GBP. Dat moeten we nu uitmaken. Dat bedoel ik net met ons voorbereiden.*

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *We zijn daar mee bezig.*

De heer Denis Grimberghs (in het Frans).- *De gedeeltelijke overkapping van de treinsporen op het Josaphatterrein lijkt me noodzakelijk, want er moet een halte van het GEN komen. De NMBS moet daarvoor het geld ophoesten.*

Men beweert dat de privésector de overkapping van de sporen zal financieren, maar ik ben daar niet zo zeker van. Ik herinner me allerlei beloften uit het verleden dat de NMBS voor de overkapping zou zorgen en het terrein enkel onder bepaalde voorwaarden zou verkopen. Daar is niets van in huis gekomen. Het Brussels Gewest zou de NMBS op haar financiële verantwoordelijkheid moeten wijzen.

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *De NMBS is onvoorspelbaar.*

De heer Denis Grimberghs (in het Frans).- *Ik weet nog dat we tijdens een plenaire vergadering de recentste versie van het tienjarenplan van de NMBS bespraken. Er was geld voorzien om GEN-haltes in het Brussels Gewest te bouwen. Het Brussels Gewest moet dat geld gebruiken!*

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *Ik ben het met u eens.*

- *Het incident is gesloten.*